

et il est à l'honneur du Gouvernement que notre ministre de la Défense nationale soit un fervent de la paix.

A titre de secrétaire d'Etat des Affaires extérieures, le premier ministre (M. Mackenzie King) a assisté à plusieurs conférences impériales à Londres, où son avis a souvent été recherché. Il a aussi signé à Paris, l'an dernier, le pacte Kellogg en faveur de la paix.

Tels sont les hommes d'Etat qui ont aidé le ministre des Finances à préparer soigneusement son budget, et, pour traduire librement l'expression de sir Herbert Holt, je dirai qu'ils ont formulé et exécuté des mesures efficaces pour le maintien de cet équilibre qui assurera la prospérité au pays.

Je ne suis pas favorable à une protection élevée non plus qu'au libre-échange. Je crois qu'une politique de protection modérée est la plus sage, et c'est celle du cabinet. Le budget actuel est de nature essentiellement technique, et voilà pourquoi certains honorables députés de la gauche ne le comprennent pas. Le 12 juin dernier, l'honorable leader de l'opposition (M. Bennett) a dit que la Commission du tarif était "une commission surfaite dans le but de permettre au ministre d'échapper à sa responsabilité." Lorsqu'il a fait cette déclaration, il ignorait l'espèce de budget qui serait présenté cette année. A cette date, le Gouvernement travaillait à la préparation de cet exposé budgétaire, mais il eût été impossible d'en soumettre un comme celui-ci sans l'aide de tous ceux qui étaient en mesure d'obtenir des renseignements complets et sûrs du public, qui est l'intéressé. Nous devons des félicitations à la Commission du tarif pour la somme de renseignements qu'elle a fournis au ministère. Le budget actuel n'en est pas de ceux qui ne font bénéficier que certaines parties du pays, mais tous les citoyens du Canada. Même les membres qui le condamnent parce qu'ils ne le comprennent pas en profiteront comme tous leurs compatriotes. L'an dernier, des collègues nous ont parlé de politique "d'attente". Nous avons attendu et maintenant nous pouvons tous voir. Je crois le résultat satisfaisant. J'avouerai franchement que je n'approuve pas toutes les nominations ministérielles; elles auraient pu parfois être meilleures, mais il nous faut considérer la politique générale du Gouvernement, qui est très satisfaisante. J'ai confiance dans les leaders du parti libéral dans cette Chambre parce que c'est le véritable parti libéral. Nous avons des chefs sûrs et capables.

M. McGIBBON: Que dites-vous de ceux de Québec?

M. POULIOT: Ceux de Québec peuvent s'appeler libéraux, mais mon honorable ami se [M. Pouliot.]

rappellera que l'an dernier, lorsque j'ai demandé à la gauche quel était le plus grand homme du parti conservateur, il a répondu lui-même: "Taschereau". Mon honorable ami abonde donc dans mon sens au sujet de ses qualités. Je suis heureux d'appuyer la politique générale de ce Gouvernement-ci, bien qu'elle ne soit pas parfaite. Personne ne peut compter sur la perfection dans ce monde, mais c'est ce ministère qui en approche le plus.

M. PETER McGIBBON (Muskoka-Ontario): En prenant la parole pour continuer cette discussion, je tiens, monsieur l'Orateur, à féliciter l'honorable ministre des Finances pour son retour à la santé. Je suis certain que nous nous sommes tous réjouis de le voir à son siège à cette session après sa grave maladie, l'été dernier. Mais, à titre de membre du Parlement, je me dois de dénoncer son absence quasi constante de la Chambre. Depuis que j'y siège, j'ai toujours remarqué l'assiduité de ses prédécesseurs au même ministère et l'attention qu'ils portaient à toutes les suggestions, de quelque groupe qu'elles vissent. L'on voyait sir Thomas White, l'honorable A. K. Maclean, et ensuite M. Fielding et M. Robb presque continuellement dans la Chambre durant la discussion de leur exposé budgétaire; suivant toutes les observations qui se faisaient avec une attention courtoise et un désir évident de ne rien perdre de ce qui pouvait leur être utile.

A titre de député conservateur, je dirai qu'à mon avis jamais parti politique d'aucun pays au monde n'a reçu de témoignage plus éloquent que celui qui ressort de ce budget. Depuis cinquante ans, nous préconisons une politique de protection suffisante pour l'industrie, l'agriculture, la main-d'œuvre et le consommateur, et tout ce temps-là, l'on nous a opposé des systèmes aussi variables que les saisons et dont on a changé presque aussi souvent que l'oiseau change de nid: réciprocité illimitée en 1911, puis libre-échange comme en Angleterre, et, enfin, dernier changement mais non le moindre, le programme de 1919. Tout cela cependant était plus ou moins de même inspiration et frisait le libre-échange. Il est vrai qu'au cours de la campagne électorale de 1921, le premier ministre (M. Mackenzie King) a délaissé le programme pour sa "carte marine". Je présume que ce budget, pour ainsi dire contraire à tout le passé du premier ministre et protectionniste, est la conséquence de cette navigation. L'histoire nous apprend que des prophètes ont été reniés par leurs descendants. Si le ministre des Finances n'a pas renié tous ses prédécesseurs et les lieutenants du parti dans le passé, il a du moins brûlé et enterré leur politique.

S'adapter à la pensée d'autrui est toutefois